



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE D'ÉTUDES – PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Accord cadre d'assistance à la maîtrise d'ouvrage,
d'ordonnancement pilotage et coordination et de
surveillance des ouvrages d'arts du domaine
routier départemental**

Date et heure limites de réception des offres :

8 juillet 2025 à 16h00

**Département du Val-de-Marne
Direction de la Voirie et des Mobilités
Hôtel du Département
94054 Créteil CEDEX**

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Etendue des prestations.....	3
1.6 - Nomenclature	4
1.7 - Réalisation de prestations similaires	4
1.8 - Renouvellement	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités d'attribution des bons de commande du lot 1	5
3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.4 - Confidentialité.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation.....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire pour les candidatures.....	7
5.2 - Les pièces de l'offre.....	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique.....	10
6.2 - Transmission sous support papier	11
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures.....	11
7.2 - Attribution des accords-cadres	11
7.2.1 Critère de la valeur technique (50 %).....	12
7.2.2 Critère prix des prestations (40 %).....	16
7.2.3 Critère Performances en matière de protection de l'environnement (10 %).....	17
7.2.4 Notation globale de l'offre.....	18
7.3 - Suite à donner à la consultation	18
8 - Renseignements complémentaires.....	18
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	18
8.2 - Procédures de recours	19
9 - ANNEXES	20
ANNEXE 1 - Modalités de réponse avec signature électronique	21
ANNEXE 2 - Modalités de réponse sans signature électronique	23
ANNEXE 3 : Etude de cas – Lot 1 : Réflexions sur les caractéristiques de la RD n° XX.....	25
ANNEXE 4 : Etude de cas – Lot 2 : Réflexions sur les caractéristiques de la RD n° XX.....	26

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne une mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, d'ordonnancement pilotage et coordination et de surveillance des ouvrages d'arts du domaine routier départemental.

Lieu(x) d'exécution :

Val de Marne

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le lot 1 sera attribué à maximum 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le pilotage général des projets en phase pré-opérationnelle et opérationnelle, et l'accompagnement technique, juridique, administratif et foncier aux projets de la DVM
02	Missions d'ordonnancement pilotage et coordination interchantiers des projets DVM en phase études et travaux
03	Assistance à la maîtrise d'ouvrage : surveillance (inspections détaillées), diagnostics et préprogramme de travaux sur les ouvrages d'art
04	Prélèvement de matériaux, essais de laboratoire et contrôle extérieur à l'exécution des travaux d'ouvrages d'art

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots. **A l'exception de l'attributaire du lot 4, les autres candidats pourront se voir attribuer plusieurs lots.**

Dans l'hypothèse où le classement des offres aboutirait à retenir un même candidat sur le lot 4 et un autre lot, l'acheteur pourra prendre en compte, pour déterminer les attributaires, l'ordre de priorité proposé par le candidat concerné dans son acte d'engagement lot 4.

1.5 - Etendue des prestations

Les montants minimums garantis pour chacun des titulaires et maximums pour les quatre lots sont les suivants :

Lot 1 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le pilotage général des projets en phase pré-opérationnelle et opérationnelle, et l'accompagnement technique, juridique, administratif et foncier aux projets de la DVM :

Pour toute la durée de l'accord-cadre (période initiale et reconduction) : minimum 800 000 € HT et maximum 3 200 000 € HT ;

Sur 2 ans : minimum 400 000 € HT et maximum 1 600 000 € HT.

Ce lot est multi attributaire.

Lot 2 : Missions d'ordonnancement pilotage et coordination interchantiers des projets DVM en phase études et travaux :

Pour toute la durée de l'accord-cadre (période initiale et reconduction) : minimum 500 000 € HT et maximum 2 000 000 € HT

Sur 2 ans : minimum 250 000 € HT et maximum 1 000 000 € HT.

Ce lot est mono attributaire.

Lot 3 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage : surveillance (inspections détaillées), diagnostics et préprogramme de travaux sur les ouvrages d'art :

Pour toute la durée de l'accord-cadre (période initiale et reconduction) : minimum 1 000 000 € HT et maximum 4 000 000 € HT

Sur 2 ans : minimum 500 000 € HT et maximum 2 000 000 € HT.

Ce lot est mono attributaire.

Lot 4 : Prélèvement de matériaux, essais de laboratoire et contrôle extérieur à l'exécution des travaux d'ouvrages d'art :

Pour toute la durée de l'accord-cadre (période initiale et reconduction) : minimum 60 000 € HT et maximum 240 000 € HT.

Sur 2 ans : minimum 30 000 € HT et maximum 120 000 € HT.

Ce lot est mono attributaire.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01, 2 et 3	71336000-2	Services d'assistance dans le domaine de l'ingénierie
	71300000-1	Services d'ingénierie
04	71300000-1	Services d'ingénierie
	71630000-3	Services de contrôle et d'essais techniques

1.7 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.8 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire doit être solidaire.

Si le groupement conjoint attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée et aucune variante exigée n'est prévue.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord-cadre sera conclu pour une période de 24 mois à compter de la date de notification du contrat. Il pourra être reconduit tacitement pour 24 mois à compter de la date de fin de la période initiale sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Dans l'hypothèse où, le maximum des commandes est atteint avant la date de fin de la période initiale, le pouvoir adjudicateur pourra anticiper la reconduction de l'accord-cadre.

La reconduction sera considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Elle ne peut pas être refusée par le titulaire.

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions du CCAP.

3.2 - Modalités d'attribution des bons de commande du lot 1

Le lot 1 est multi attributaire avec 3 titulaires qui se verront attribuer les bons de commande dans les conditions mentionnées à l'article 1.5 du CCAP.

Chaque bon de commande sera attribué à un seul titulaire. Le titulaire ne peut pas refuser une commande.

La répartition de la masse financière engagée se fera de manière dégressive par attributaire en fonction des résultats de l'analyse des offres :

- Le titulaire classé premier lors de la passation du marché se verra confier un volume financier global de commandes de 50%.
- Le titulaire classé deuxième lors de la passation du marché se verra confier un volume financier global de commandes de 30% et
- Le titulaire classé troisième lors de la passation du marché se verra confier un volume financier global de commandes de 20 %.

Tous les six mois, un contrôle du volume financier des commandes sera effectué afin de s'assurer qu'une répartition équitable entre les titulaires soit respectée. En fonction de ce contrôle biennuel, les bons de commande à venir seront émis prioritairement au titulaire ayant le volume financier de commande le moins élevé, dans la limite des plafonds de volume financier global confié à chaque titulaire.

3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Le présent contrat est financé sur ressources propres du Département.

Les prestations seront rémunérées selon les modalités suivantes : le paiement se fera par mandats administratifs conformément aux articles R.2191-1 à R.2191-63 et R.2193-1 à R.2193-16, L2391-1 à L2396-4 du Code de la commande publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont fixés en application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La majoration et l'indemnité appliquées seront celles en vigueur au moment de la réception de la facture par l'acheteur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.4 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévues pour l'exécution des prestations.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes ;
- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun aux 4 lots (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) lot 1 et ses annexes ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) lot 2 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) lot 3 et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) lot 4 ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) lot 1 ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) lot 2 ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) lot 3 ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) lot 4 ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) classique lot 1 ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) classique lot 2 ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) classique lot 3 ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) classique lot 4 ;
- Le cadre des sous-détails de prix demandés sur le lot 3 : (prix III.1, III.2, III.3, III.4) et sur le lot 4 prix : (VII.1 et VII.2.2).

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique <http://www.valdemarne.fr/marches-publics>, ou depuis le site <http://www.maximilien.fr> ou directement depuis le lien URL disponible dans la rubrique Adresses complémentaires de l'avis d'appel public à la concurrence.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire pour les candidatures

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Pour rappel, pour toutes les entreprises employant au moins 50 salariés, le procès-verbal du comité Social et Economique portant sur l'examen du rapport et du programme de la politique sociale de l'entreprise doit être communiqué par tout candidat à l'obtention d'un marché public (art. L. 2312-27 du Code du travail).

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non

Certificats de qualification professionnelle et/ou de qualité à fournir par les candidats :

Les candidats peuvent justifier de leur qualification en présentant les certificats cités ci-dessous ou des équivalences, ou par des références professionnelles (CV du/des représentant du candidat) ou expériences professionnelles similaires aux missions indiquées dans les CCTP (projets réalisés dans les trois années précédentes).

Pour le lot 1 : ou équivalents

OPQIBI n°0101 : AMO en administratif et juridique

OPQIBI n°0103 : AMO en technique

OPQIBI n°0107 : AMO en planification stratégique

OPQIBI n°0108 : AMO globale pré-opérationnelle

OPQIBI n°0109 : Conduite d'opération

OPQBI n°1920 : AMO BIM pour les projets de bâtiment

Pour le lot 2 : ou équivalent

OPQIBI n°0301 : Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'exécution courant

OPQIBI n°0302 : Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'exécution complexe

Pour lot 3 :

- 1° OPQIBI n°11.10 : Inspection détaillée OA courant
- 2° OPQIBI n°11.11 : Inspection détaillée OA non courant
- 3° OPQIBI n°11.20 : Diagnostics ouvrages d'art

Pour lot 4 :

- 1° - Agrément ministérielle relative à l'exercice des missions de contrôle technique ou équivalent.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats présentant une candidature que seul le DUME en version électronique est accepté. La transmission du DUME en version papier n'est pas autorisée.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés à la condition expresse qu'il précise dans son dossier de candidature où le Pouvoir adjudicateur peut se procurer les informations gratuitement auprès d'un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique.

A titre indicatif, le candidat peut déposer gratuitement les documents et informations dans le coffre-fort entreprises de la plateforme Maximilien. Dans ce cas, l'entreprise doit accepter de les rendre visibles par l'acheteur public et veiller à ce que les pièces soient en cours de validité.

5.2 – Les pièces de l'offre

Pour le lot 1 et lot 2, l'offre du candidat est constituée des pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat avec une police en Arial 11 minimum	Non
Le mémoire environnemental des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat : 10 pages maximum soit 5 feuilles recto/verso, hors annexes, en Arial 11 minimum	Non

Pour le lot 3 et lot 4, l'offre du candidat est constituée des pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui

Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le sous-détail de prix	Non
Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat avec une police en Arial 11 minimum	Non
Le mémoire environnemental des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat : 10 pages maximum soit 5 feuilles recto/verso, hors annexes, en Arial 11 minimum	Non

Le mémoire technique est contractuel et sert au jugement des offres. Dans un souci d'optimisation de l'analyse, il est recommandé de limiter à 50 pages recto maximum le mémoire technique, annexes comprises en Arial 11 minimum afin de se concentrer sur la réponse apportée à la commande du département du Val de Marne et de proscrire les documents « publicitaires » inutiles. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement n'est plus exigée dès le dépôt de l'offre. Elle ne sera exigible que lors de l'envoi au candidat retenu, pour l'attribution de l'accord-cadre, de l'acte d'engagement. L'attributaire devra alors retourner l'acte d'engagement signé.

Le mémoire technique est limité à un nombre de pages par sous critère lorsque cela est demandé. Cette limite sera indiquée sous chaque critère présenté dans l'article 7 du présent RC.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.valdemarne.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai (un ou plusieurs fichiers remis sont illisibles ou inexploitables, le téléchargement d'un ou plusieurs fichiers n'a pu être finalisé par

la plateforme) ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Direction de l'achat public et des marchés – Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés (ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h)
Hôtel du département
4ème étage – Bureaux 452/458/459 au
21- 29 Av. du Général de Gaulle à Créteil.

Pour les dépôts, il est nécessaire d'être muni du bon de dépôt joint en annexe 2.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

L'acheteur se réserve le droit d'analyser les offres avant les candidatures.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Valeur technique	50.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %

7.2.1 Critère de la valeur technique (50 %)

Pour chacun des lots, chaque réponse constituant le mémoire technique se verra attribuer une note sur 5, selon le barème ci-dessous, à laquelle le coefficient donné sera appliqué.

Pour le lot 1

Sous-critères du mémoire	Nombre de points	Coefficient
<p>1.1. Approche méthodologique liées aux prestations listées au CCTP</p> <p>Appréciation de la pertinence, de la clarté et de l'adéquation de la méthodologie proposée au regard des prestations décrites dans le CCTP.</p> <p>Il devra être présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les principes méthodologiques retenus pour la conduite des missions listées au CCTP ; - Les outils et techniques utilisés pour assurer le pilotage, le suivi et la coordination des prestations ; Le déroulement proposé avec les étapes clés, l'articulation des missions et le rythme d'intervention ; - La qualité attendue des livrables, illustrée par un ou plusieurs exemples représentatifs permettant d'apprécier leur clarté, leur pertinence et leur adaptation aux besoins de la maîtrise d'ouvrage. 	5 points maximum	5
<p>1.2. Moyens humains et compétences attendues</p> <p>Appréciation de la cohérence entre les moyens humains mobilisés (profils, rôles et responsabilités des intervenants), les compétences présentées, l'organisation de l'équipe dédiée et la capacité à assurer la continuité des missions pendant la période d'exécution du marché.</p> <p><i>5 pages maximum, hors annexes</i></p>	5 points maximum	2

<p>1.3. Méthodologie appliquée à l'étude de cas annexé au présent Règlement de consultation (Annexe 3)</p> <p>Approche méthodologique détaillée adaptée à la gestion et au pilotage du projet cités dans l'étude de cas, incluant la gestion et la coordination des interfaces avec les autres projets.</p> <p>10 pages maximum hors annexes</p>	5 points maximum	3
---	------------------	---

Pour le lot 2

Sous-critères du mémoire	Nombre de points	Coefficient
<p>1.1. Approche méthodologique et organisationnelle liées aux prestations listées au CCTP</p> <p>Appréciation de la clarté, de la cohérence et de l'adéquation de la méthodologie proposée pour la mise en œuvre des missions d'OPC, OPCG et OPC IC, au regard des prestations décrites au CCTP.</p> <p>Il devra être présenté</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les principes méthodologiques retenus pour l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des opérations ; - L'organisation proposée pour la gestion des interfaces entre les différents intervenants et les lots travaux, notamment dans le cadre des missions d'OPC Interchantier (OPC-IC) ; - Les outils et moyens mobilisés pour assurer la planification, le suivi de l'avancement des travaux, la coordination inter-lots et la maîtrise des délais (exemples de logiciels ou méthodes types attendus sans mention obligatoire de marques ou noms) ; - La qualité des livrables attendus (planning, supports de reporting, tableau de bord, etc.), illustrée par un ou plusieurs exemples représentatifs permettant d'apprécier leur clarté, leur pertinence et leur adaptation aux exigences du CCTP. 	5 points maximum	5
<p>1.2. Moyens humains, organisation et compétences de l'équipe dédiée</p> <p>Appréciation de la capacité de l'équipe à assurer la réalisation des prestations attendues (OPCG, OPCP, OPC-IC), au regard des compétences, de l'organisation et de la mobilisation des moyens humains (profils, rôles et responsabilités des intervenants), pendant la période d'exécution du marché.</p>	5 points maximum	2

<p>1.3. Méthodologie appliquée à l'étude de cas annexé au présent Règlement de consultation (Annexe 4)</p> <p>Approche méthodologique détaillée adaptée à la gestion et au pilotage du projet cités dans l'étude de cas, incluant la gestion et la coordination des interfaces avec les autres projets.</p> <p>10 pages maximum hors annexes</p>	5 points maximum	3
---	------------------	---

Pour le lot 3

Sous-critères du mémoire	Nombre de points	Coefficient
<p>1-1 – Moyens humains qualifié affecté aux missions</p> <p>Moyens humains (profils, rôles et responsabilités des intervenants), expériences des personnels dédiés avec une présentation nominative détaillée, particulièrement en cas d'entreprises multi-agences et/ou groupement</p> <p>Expliquer la répartition des rôles au sein de l'équipe.</p>	5 points maximum	5
<p>1-2 – Matériels dédiés pour l'exécution des différentes prestations du marché et mesures prises pour les interventions d'urgence</p>	5 points maximum	4
<p>1-3 – Notice organisationnelle sur une programmation annuelle d'inspections diverses finalisée d'une projection pluriannuelle de travaux : exemple d'organisation annuelle de programmation prévisionnelle d'inspection détaillée (IDP) et finalisée par une projection d'intervention pluriannuelles de travaux pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 20 inspections détaillées de ponts ou passerelles dont 20% classés en 1 ; 40% en 2 ; 30% en 2E ; 5% en 3 ; 5% en 3U et 10% avec la lettre (S), selon la classification IQOA, ○ 10 inspections détaillées de PPHM, ○ 10 inspections de murs dont 30% classés en 1 ; 50% en 2 ; 10% en 2E ; 10% en 3U et 10% avec la lettre (S) ○ 2 inspections d'appuis subaquatiques 	5 points maximum	6
<p>1-4 – Etablissement d'un cahier des charges sur un programme d'études et / ou d'investigations (4 pages maximum) décrivant techniquement les suites nécessaires à donner pour des études de maîtrise d'œuvre sur un cas (OA Trèfle RD7 à Thiais). Les fiches d'identification et conclusions d'IDP sont jointes en annexe 5 au RC. Ce cahier des charges définira le programme d'étude et/ ou d'investigations, l'enveloppe financière et la planification.</p>	5 points maximum	5

Sera pris en compte la clarté des actions préconisées en lien avec les dégradations et les objectifs recherchés 4 pages (soit 2 feuilles recto/verso) maximum hors annexes		
--	--	--

Pour le lot 4

Sous-critères du mémoire	Nombre de points	Coefficient
1-1 – Moyen humains qualifié affecté aux missions : Moyens humains (profils, rôles et responsabilités des intervenants), expériences des personnels dédiés avec une présentation nominative détaillée, particulièrement en cas d'entreprises multi-agences et/ou groupement, Expliquer la répartition des rôles au sein de l'équipe.	5 points maximum	3
1-2 - Matériels dédiés pour l'exécution des différentes prestations du marché	5 points maximum	4
1-3 – Notices sur 3 procédés d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> • Identification non destructive de la qualité du béton à ultra-sons • Réalisation d'un diagnostic de carbonatation. • Essai de portance à la dynaplaque et mesure au déflectographe... 2 pages (soit 1 feuille recto/verso) maximum par procédé hors annexes	5 points maximum	6
1-4 - Mesures prises pour garantir la sécurité lors de prestations effectuées sur site	5 points maximum	2

Barème commun aux quatre lots :

Note	Appréciation
1	Insatisfaisant
2	Peu satisfaisant
3	Moyennement satisfaisant
4	Satisfaisant
5	Très satisfaisant

Pour chaque lot, la « note valeur technique » sera établie à partir d'une analyse argumentée du mémoire technique.

L'Administration se réserve la possibilité d'attribuer des demi-points intermédiaires, si elle le juge nécessaire, en fonction de l'analyse comparative des documents. En cas de demi-point le libellé sera celui de la note la plus basse.

Le nombre de points maximum du mémoire sera de :

Pour le lot 1 : 50 points ;

Pour le lot 2 : 50 points ;

Pour le lot 3 : 100 points ;

Pour le lot 4 : 75 points.

La valeur technique de l'offre sera notée sur 20 de la façon suivante :

Pour le lot 1 :

Note valeur technique = (Nombre de points mémoire /50) x20 ;

Pour le lot 2 :

Note valeur technique = (Nombre de points mémoire /50) x20 ;

Pour le lot 3 :

Note valeur technique = (Nombre de points mémoire /100) x20 ;

Pour le lot 4 :

Note valeur technique = (Nombre de points mémoire /75) x20.

La note « valeur technique » sera arrondie au centième d'unité le plus proche.

7.2.2 Critère prix des prestations (40 %)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, une demande de régularisation sera envoyée au candidat. En cas de non réponse, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Aucun rabais ou remise de toute nature qui n'a pas été expressément autorisé dans les pièces de la consultation ne sera pris en compte.

Pour le lot 2, le prix des prestations sera apprécié au regard du DQE basé sur une estimation couvrant la durée du marché soit deux ans.

Les prix des prestations seront notés sur la base du montant du détail quantitatif estimatif. Le moins-disant se voit attribuer la note de 20/20, les autres candidats obtiennent une note selon la formule :

Note prix Lot 2 = (montant de l'offre moins disante / montant de l'offre du candidat) x 20.

Pour les lots 1, 3 et 4, le prix des prestations sera apprécié au regard du DQE « classique » basé sur une estimation couvrant une année et d'un DQE « caché » basé sur des cas d'études spécifiques.

Pour chacun des lots 1, 3, 4 :

Le DQE « classique » sera noté sur 10 points maximum.

Le DQE « caché » sera noté sur 10 points maximum.

Pour le DQE classique, l'offre la moins disante aura la note de 10/10. Pour les autres candidats, le nombre de point est donné par la formule suivante :

(montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat) x 10

Pour le DQE caché, l'offre la moins disante aura la note de 10/10. Pour les autres candidats, le nombre de point est donné par la formule suivante :
(montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat) x 10

Les candidats seront notés sur 20 en fonction de la formule suivante :

Note prix Lot 1 / Lot 3 / Lot 4 = (Note DQE « classique » + note DQE « caché »)

La note « prix des prestations » sera arrondie au centième d'unité le plus proche.

7.2.3 Critère Performances en matière de protection de l'environnement (10 %)

Pour chacun des lots, chaque réponse constituant le mémoire environnemental se verra attribuer une note sur 5, selon le barème ci-dessous, à laquelle le coefficient donné sera appliqué.

Sous-critères du mémoire	Nombre de points	Coefficient
3.1. Intégration des enjeux environnementaux dans la réalisation des missions attendues Appréciation de la capacité du candidat à intégrer les objectifs de transition écologique, environnemental dans les prestations d'AMO, d'études, et de contrôles réalisés dans le cadre de l'accord-cadre. Pour cela, devra être présenté, selon les missions concernées : <ul style="list-style-type: none">- Les pratiques et méthodes permettant d'identifier, d'anticiper ou de réduire les impacts environnementaux dans les diagnostics, les contrôles extérieurs et essais de laboratoire, les scénarios d'aménagement ou propositions techniques ;- La manière dont les dimensions environnementales sont croisées avec les autres enjeux (techniques, fonctionnels, économiques) dans ses analyses ;- Le cas échéant, des exemples illustratifs de livrables ou de démarches intégrant des objectifs environnementaux (prise en compte du cycle de vie, sobriété foncière ou énergétique, biodiversité, etc.).	5 points maximum	3
3.2. Gestion des impacts environnementaux liés à l'exécution des prestations Appréciation des dispositions prévues par le candidat pour limiter les impacts environnementaux liés à ses propres interventions (déplacements, moyens matériels, organisation).	5 points maximum	5

Barème commun aux quatre lots :

Note	Appréciation
1	Insatisfaisant
2	Peu satisfaisant
3	Moyennement satisfaisant
4	Satisfaisant
5	Très satisfaisant

La « note performances en matière de protection de l'environnement » sera établie à partir d'une analyse argumentée du mémoire environnemental.

L'Administration se réserve la possibilité d'attribuer des demi-points intermédiaires, si elle le juge nécessaire, en fonction de l'analyse comparative des documents. En cas de demi-point le libellé sera celui de la note la plus basse.

Le nombre de points maximum du mémoire sera de 40.

La valeur performances en matière de protection de l'environnement de l'offre sera notée sur 20 de la façon suivante :

Note valeur performances en matière de protection de l'environnement = (Nombre de points mémoire/40) x20

La note « valeur performance en matière de protection de l'environnement » sera arrondie au centième d'unité le plus proche.

7.2.4 Notation globale de l'offre

Avec la note « valeur technique », la « note prix des prestations », et la note « performances en matière de protection de l'environnement », les offres des candidats obtiennent une note globale sur 20 :

Note globale = 0,5 x note valeur technique + 0,4 x note prix des prestations + 0,1 x note valeur environnementale

L'offre la mieux classée sera celle qui aura obtenu la note totale la plus élevée.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, le candidat transmet impérativement sa demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.maximilien.fr>. Une réponse sera alors adressée, via cette même plate-forme, 6 jours francs au plus tard avant la date limite de réception de l'offre.

Aucune question complémentaire de la part du candidat ne sera admise 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Dans le cadre de l'utilisation de la messagerie sécurisée de la plateforme de dématérialisation, pour apporter des réponses aux éventuelles questions posées par des sociétés ou informer les candidats de toutes modifications intervenant en cours de procédure du présent marché, une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam qui pourraient nuire à leur bonne information.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
case postale 8630
77008 Melun Cedex

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

- Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
case postale 8630
77008 Melun Cedex

9 - ANNEXES

ANNEXE 1 - Modalités de réponse avec signature électronique ;

ANNEXE 2 - Modalités de réponse sans signature électronique ;

ANNEXE 3 : Etude de cas – Lot 1 : Réflexions sur les caractéristiques de la RD n° XX ;

ANNEXE 4 : Etude de cas – Lot 2 : Réflexions sur les caractéristiques de la RD n° XX ;

ANNEXE 5 : Etude de cas pour le Lot 3 – Pont TH17PT01 RD7 Avenue de Fontainebleau à Thiais

ANNEXE 1 - Modalités de réponse avec signature électronique

La réponse dématérialisée est obligatoire, que les entreprises répondent via le dispositif MPS ou non. L'offre remise par le candidat est susceptible d'être rematérialisée au moment de l'attribution, la signature de l'Acheteur public étant manuscrite.

Le candidat veillera, au moment du dépôt de son offre, à ce que chaque document ait un intitulé court et surtout UNIQUE, afin qu'aucun document ne soit considéré comme un doublon d'un autre document.

A titre de rappel, la nouvelle réglementation en vigueur prévoit que la signature des pièces du marché est permise lors du dépôt de l'offre, mais n'est exigée qu'au moment de la notification au titulaire.

1. Nature du certificat de signature électronique

Si le candidat souhaite signer électroniquement le marché, il doit être titulaire d'un certificat électronique :

- La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES.
- Sont autorisés tous les certificats RGS** conformes à l'Arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité. Il est donc possible d'utiliser :
 - o les certificats figurant dans la liste des certificats approuvés en France et accessible depuis Maximilien :
<https://marches.maximilien.fr/index.php?page=commun.ListeAcRGS&calledFrom=entreprise>
 - o [les certificats figurant dans la liste des certificats dressée par la Commission européenne disponible](#)
 - o Tout autre certificat non référencé émis par d'autres autorités de certification, françaises ou étrangères, délivrées dans des conditions « équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité défini par le Décret du 2 février 2010 ». Dans ce cas, le candidat doit fournir :
 - les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'autorité de certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
 - tout élément d'analyse permettant d'établir que le certificat utilisé est émis « selon des normes équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité », avec traduction des documents en langue française.

2. Outil et signature des documents

Pour signer électroniquement les pièces de la candidature ainsi que les pièces contractuelles de l'offre : le candidat peut utiliser l'outil de signature de la plateforme ou un outil de signature alternatif. Dans ce cas, le candidat doit fournir le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'utilisation en langue française, et les prérequis d'installation (type d'exécutable, OS supportés, etc.).

Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.

Les documents doivent être réunis en un fichier unique au format « compressé » contenant les éléments mentionnés au tableau plus avant du présent document. Ces éléments seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- Compatible Word 2010 ou inférieur (*.doc) ;
- Compatible Excel 2010 ou inférieur (*.xls) ;

- Compatible Acrobat Reader 9 ;
- Autocad version 2010.

3. Virus

Avant transmission de sa réponse, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs des enveloppes électroniques.

Après dépouillement de chaque enveloppe, le Conseil départemental du Val-de-Marne procédera à une analyse anti-virus de son contenu avec Norton Antivirus. Les plis contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces plis seront donc réputés n'avoir jamais été déposés et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le Pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

4. Transmission d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « Copie de sauvegarde », ainsi que l'intitulé du marché et le nom de l'entreprise.

Si l'offre électronique transmise n'a pas pu être ouverte par le Pouvoir adjudicateur, celui-ci procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des offres.

Adresse de transmission :

ENVOI POSTAL

Si la copie de sauvegarde est envoyée par la poste, elle devra parvenir sous pli fermé en recommandé avec accusé de réception postal à l'adresse suivante, avant les date et heure limites de remise du pli :

Monsieur le Président du Conseil départemental
Hôtel du Département
Direction des Finances et des Marchés – Service des Marchés
94054 CRETEIL CEDEX

Avec les mentions obligatoires relatives à cette offre :

COPIE DE SAUVEGARDE

REPONSE A LA PROCEDURE AOOE RELATIVE A :
ACCORD CADRE D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE,
D'ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION ET DE SURVEILLANCE
DES OUVRAGES D'ARTS DU DOMAINE ROUTIER DEPARTEMENTAL

NE PAS OUVRIR

Dénomination sociale + Coordonnées du soumissionnaire

ANNEXE 2 - Modalités de réponse sans signature électronique

La réponse dématérialisée est obligatoire, que les entreprises répondent via le dispositif MPS ou non. L'offre remise par le candidat est susceptible d'être rematérialisée au moment de la signature de l'Acheteur public.

Le candidat veillera, au moment du dépôt de son offre, à ce que chaque document ait un intitulé court et surtout UNIQUE, afin qu'aucun document ne soit considéré comme un doublon d'un autre document.

A titre de rappel, la nouvelle réglementation en vigueur prévoit que la signature des pièces du marché est permise lors du dépôt de l'offre, mais n'est exigée qu'au moment de la notification au titulaire.

Les candidats ont la possibilité de répondre sans signature électronique. Dans ce cas, il est proposé aux candidats de déposer leur offre sur la plateforme de dématérialisation sans aucune signature. En phase de notification, les candidats retenus devront alors signer leur acte d'engagement.

BON DE DEPOT

Pour déposer uniquement les copies de sauvegarde et/ou des échantillons

Avertissement : chaque entreprise souhaitant déposer contre récépissé une copie de sauvegarde ou des échantillons doit s'assurer que la personne qui effectuera ce dépôt est en possession du présent BON DE DEPOT, sous peine de ne pouvoir franchir la guérite située à la grille d'entrée de l'Hôtel du Département.

Une fois cette guérite franchie, vous devez :

1. Vous présentez à l'accueil départemental au rez-de-chaussée bas du bâtiment Hôtel du Département en veillant à renseigner le registre avec le jour et l'heure de votre arrivée ;
2. Demander l'accès **pour monter à la Direction de l'achat public et des marchés** – Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés ;
3. Vous présentez au 4ème étage, à l'un des bureaux suivants : 452/458/459 du Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés.

Pour rappel, **pour les dépôts sur place**, contre récépissé (coursier, organisme spécialisé dans le transport express de plis et de colis), l'adresse de dépôt est la suivante avant la date limite de remises des plis :

Direction de l'achat public et des marchés

Service de la stratégie des achats et du contrôle des marchés

(ouvert du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00)

Hôtel du Département

4^{ème} étage – Bureaux 452/458/459

21-29 avenue du Général de Gaulle à Créteil

⚠ Il est fortement recommandé de ne pas venir déposer votre copie de sauvegarde et/ou vos échantillons à la dernière minute, car l'horodatage de celle-ci pourrait nuire à votre dépôt, en cas d'affluence dans la file d'attente de l'accueil départemental au rez-de-chaussée du bâtiment. En effet, tout dépôt sera considéré comme « hors-délai », s'il est remis après la date et l'heure limites de réception des plis.

ANNEXE 3 : Etude de cas – Lot 1 : Réflexions sur les caractéristiques de la RD n° XX

Contenu de la mission :

Le candidat devra produire **une note méthodologique et organisationnelle** d'une dizaine de pages maximum annexé au mémoire technique, décrivant de manière contextualisée la méthode de travail et l'organisation mise en place pour répondre à la commande du Département. Cette note devra expliquer comment le candidat envisage d'assurer la mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (Lot 1) dans le cadre du suivi de la phase pré-opérationnelle du projet. Il pourra décrire les données d'entrées nécessaires, les prestations et livrables associés à la démarche.

Objectif :

Dans le cadre du programme politique du Département visant à améliorer le cadre de vie de ses habitants et de favoriser le report du mode motorisé vers les modes actifs et les transports en commun dans un contexte environnemental sensible, celui-ci souhaite réaliser une étude de faisabilité d'aménagement de la RD n° XX sur une portion de 2,5 km de long, traversant deux communes, et dont le périmètre se limite aux deux nœuds d'échanges située à l'ouest et l'est.

L'objectif est d'insérer un itinéraire du RVIF, d'assurer un partage de la voirie pour l'ensemble des usagers de la voirie, en confortant les intérêts des acteurs et en interface avec le milieu urbain traversé.

Les enjeux :

La route départementale n° XX est un axe en rocade structurant du Département. Cet axe supporte une part importante du trafic est-ouest, à la fois pour les véhicules particuliers, les poids-lourds, mais aussi pour les cyclistes.

Il a été identifié comme support d'un itinéraire de RVIF, qui est un projet de réseau cyclable à haut niveau de service porté par la Région.

Le profil de voirie actuel se constitue d'un transport en commun en site propre (TCSP) axial, de deux voies de circulation latérales dans chaque sens et une ligne de stationnement.

Sur les deux trottoirs de part et autre de la voirie se trouvent un alignement d'arbres que le Département souhaite conserver et compléter.

Un marché se tient sur la portion de l'axe 2 fois par semaine.

L'axe traverse un secteur résidentiel et un parc interdépartemental.

Le parc est en pleine reconfiguration. Dans ce parc se trouvera un autre axe du RVIF, dont l'étude de faisabilité est en cours. L'un des enjeux sera de réaliser une connexion entre ces deux itinéraires sans pénaliser la circulation du Transport en Commun en Site Propre.

A l'extrémité Ouest, la RD passe en ouvrage au-dessus de voies ferrées et d'un cours d'eau avant de rejoindre le quartier central de la commune et une gare faisant l'objet d'un comité de pôle.

Côté Est, la RD débouche sur un carrefour giratoire connecté au réseau autoroutier et autres axes majeurs du territoire. Il dessert la zone d'activité et commerciale de la commune et accueille une sortie d'un centre bus. Ce secteur fait l'objet d'un projet de création de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) portée par un aménageur.

ANNEXE 4 : Etude de cas – Lot 2 : Réflexions sur les caractéristiques de la RD n° XX

Le candidat devra produire **une note méthodologique et organisationnelle** d'une dizaine de pages maximum annexé au mémoire technique, décrivant de manière contextualisée la méthode de travail et l'organisation mise en place pour répondre à la commande du Département. Cette note devra expliquer comment le candidat envisage d'assurer la mission d'OPC (Lot 2) dans le cadre du suivi du projet, et pourra décrire les prestations et livrables associés à la démarche.

L'objectif

Dans le cadre du programme politique du Département visant à améliorer le cadre de vie de ses habitants et de favoriser le report du mode motorisé vers les modes actifs et les transports en commun, dans un contexte environnemental sensible, celui-ci souhaite transformer un axe routier important en boulevard urbain sur une portion de 9,5 km, qui délimite deux départements de part et autres de la voirie, et traverse cinq communes.

L'objectif est d'assurer un partage de l'espace pour l'ensemble des usagers de la voirie, tout en confortant les intérêts des acteurs. Le programme intègre la création d'un site propre dédié aux nombreuses lignes de bus structurantes du réseau de transport du territoire et qui traversent la RD.

Le projet est porté en maîtrise d'ouvrage délégué (MOD) par le Département, et a été déclaré d'utilité publique à l'issue de l'enquête Publique. L'AVP a été approuvé à la suite par l'ensemble des partenaires. Le projet est soumis à une autorisation environnementale, dont le dossier unique est en cours de constitution par l'AMO Environnemental missionné par le Département.

Les missions OPC comprennent le suivi du programme de dévoiement concessionnaires, le démarrage des études PROjet ainsi que le suivi des études environnementales.

Les enjeux

La Route départementale n° XX est un axe routier structurant nord sud délimitant à l'est et l'ouest deux Départements, et dessert un autre département au nord du périmètre.

Cet axe supporte une part importante du trafic nord-sud, à la fois pour les véhicules particuliers, les cycles, les bus et les poids-lourds. Il permet de rejoindre des axes structurants à l'échelle francilienne au nord et au sud.

Le profil de voirie change. A l'existant, il se compose de trois voies par sens de circulation accueillant la circulation générale, séparé par un terreplein central, et deux lignes de stationnement de part et autres de la voirie. A termes, l'espace dédié à la circulation est réduit afin d'y intégrer un site propre bus axial. Les trottoirs sont élargis. Les bandes cyclables provisoires mises en place dans le cadre de la gestion des flux pendant l'épidémie COVID-19 seront pérennisés, afin de compléter le réseau RVIF, projet de réseau cyclable à haut niveau de service porté par la Région.

Les alignements d'arbres seront remplacés par de nouveaux sujets.

Le projet intègre la création de système de recollement des eaux alternatifs.

La création du site propre bus et les nouveaux alignements d'arbres nécessitent le dévoiement d'une multitude de réseaux concessionnaires dans un périmètre très contraint en raison de la densité du bâti. Afin de maintenir un profil suffisamment large sur l'ensemble du linéaire, quelques sections nécessitent un élargissement du domaine public par l'acquisition de parcelles privées. Ces acquisitions conditionnent les travaux de dévoiement de réseaux.

Le projet traverse un parc départemental, avec des espaces culturels et de loisirs qui accueillent de nombreux visiteurs. Il traverse également 3 pôles gares, et dont l'un se verra accueillir une nouvelle ligne de transport structurante à l'échelle régionale.

Autres projets en interface

Plusieurs programmes d'aménagements portés par des aménageurs, collectivités et promoteurs, dont une ZAC, entourent le périmètre et conditionnent le projet. Le programme de la ZAC prévoit de nouvelles connexions cyclables et routières sur la RD n°XX.

La restructuration d'un centre commercial au nord du périmètre projet, est en phase d'étude préliminaire.

Les 3 pôles gares font l'objet d'études dite "de pôle" dont l'un vise à réaménager le parvis de la Gare (phase PROjet), et pour l'ensemble, restructurer les lignes de bus du réseau et l'emplacement des quais bus sur le domaine public.